

STATEMENT BY THE HONOURABLE CHRYSTIA FREELAND
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA
24th OSCE MINISTERIAL COUNCIL MEETING

VIENNA
7-8 DECEMBER 2017



DÉCLARATION DE L'HONORABLE CHRYSTIA FREELAND
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA

24^{ème} CONSEIL MINISTÉRIEL DE L'OSCE

VIENNE
7-8 DÉCEMBRE 2017

**Statement by the Honourable Chrystia Freeland
OSCE Ministerial Council Meeting
7 December 2017, Vienna**

Thank you very much.

I wanted to start by congratulating our host, Chancellor-elect Sebastian Kurz and the Austrian Team overall for your very hard work in a challenging year and your welcome to your absolutely magnificent city of Vienna. We are chairing the G7 next year and we have been taking notes because you are doing such a terrific job. Thank you very much.

Just before the Helsinki Final Act was signed in 1975, then-Prime Minister Pierre Trudeau noted that, “the difficulties appeared so overwhelming and the progress so slow that we may have had reason to believe we carried on our shoulders the weight of the entire world.” That was a long time ago but I am sad to say that these words have fresh relevance today. I would like to join our allies in the European Union and the United States in singling out Russia’s invasion of Ukraine and annexation of Ukrainian territory as a particularly egregious violation of international law and a threat to our collective security. Canada stands by Ukraine and supports its sovereignty, independence and territorial integrity and we condemn Russia’s actions both in Crimea and in the Donbas.

Like the Estonian foreign minister, I began my day at a breakfast in support of the Crimean Tatars and I would like to take this opportunity to particularly highlight the oppression this brave group of people is facing and to offer them Canada’s support. Canada also stands with Georgia and Moldova when they call for their sovereignty and territorial integrity to be respected.

I would like to also commend the brave and dedicated work of the OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine and recognize the sacrifice of Joseph Stone, the American paramedic. We honour him, and that is important to do. The OSCE Mission faces unacceptable threats and access restrictions. The SMM must be given security guarantees and unhindered access to all of Ukraine within its recognized international borders.

(in French)

Mr. Chairperson,

Advancing gender equality, the inclusion of women and girls, and the protection of their human rights in peacetime, conflict, and post-conflict settings, are significant priorities for the OSCE. We know that conflict disproportionately affects women and girls, including through gender-based violence. And although they are crucial to international peacebuilding, stabilization, and humanitarian efforts, women often remain excluded from these processes. This needs to change. Canada’s second National Action Plan on Women, Peace and Security has the goal of ensuring that gender considerations are fully integrated in our approach to security. We applaud the work of the OSCE, and in particular its Senior Gender Advisor and her team, in supporting participating States as they develop their own plans, and in providing specialized training aimed at mainstreaming gender into all aspects of the OSCE’s structure and work. Canada will continue to promote these efforts, knowing that the challenge is great but the potential security benefits even greater.

(continues in English)

The attempts of some OSCE states to roll back provisions of democracy and the rule of law, including by restricting freedom of the media and pressuring civil society organizations, undermine democracy and adversely affect everyone – in particular vulnerable groups such as migrants, women and girls, LGBTQ people and people with differing faiths and beliefs.

All governments – including my own – face challenges when adapting to our world and security threats. As we face these issues, we must keep in mind that our OSCE commitments – and our international obligations – guarantee the universality of human rights and fundamental freedoms. These rights and freedoms do not vary as a function of culture, social context, or time. They apply equally to citizens, residents, and migrants, and we in Canada believe our government must also be held to account. That is why last month my prime minister, Justin Trudeau, formally apologized to LGBTQ2 Canadians for the historical discrimination they suffered in our country at the hands of our government simply for who they were, and who they loved.

(in Italian)

In closing, I wish to say to our Italian friends and Minister Alfano that we are looking forward to working together with you during Italy's Chairmanship next year. Thank you very much.

Déclaration de l'honorable Chrystia Freeland
Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE
7 décembre 2017, à Vienne

(en anglais)

Merci beaucoup.

Je veux commencer par féliciter notre hôte, le chancelier-élu Sebastian Kurz, et l'équipe autrichienne pour l'excellent travail accompli au cours d'une année éprouvante et pour l'accueil qu'ils nous ont réservé dans cette magnifique ville de Vienne. Nous avons pris notes de votre travail remarquable en vue de notre présidence du G7 l'an prochain. Merci beaucoup.

En 1975, peu de temps avant la signature de l'Acte final d'Helsinki, le premier ministre à l'époque, Pierre Trudeau, avait fait remarquer que les difficultés semblaient si insurmontables et que les progrès étaient si lents que l'on aurait pu croire que nous portions le monde entier sur nos épaules. C'était il y a longtemps, mais il me désole de devoir admettre que ses mots sont de nouveau pertinents aujourd'hui. Je m'associe à nos alliés de l'Union européenne et des États-Unis pour désigner l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'annexion du territoire ukrainien comme une violation particulièrement flagrante du droit international et une menace à la sécurité collective. Le Canada soutient l'Ukraine et sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale et nous condamnons les actions de la Russie en Crimée et dans la région du Donbass.

Comme le ministre des Affaires étrangères de l'Estonie, j'ai commencé ma journée en participant à un déjeuner organisé en appui aux Tatares de Crimée. J'aimerais profiter de l'occasion pour souligner l'oppression dont fait l'objet ce groupe de personnes courageuses et leur offrir le soutien du Canada. Le Canada soutient également la Géorgie et la Moldavie qui demandent que leur souveraineté et l'intégrité de leur territoire soient respectées.

J'aimerais aussi féliciter la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine pour son travail courageux et assidu, et reconnaître le sacrifice de l'ambulancier paramédical américain Joseph Stone. Nous lui rendons hommage, car il est important de le faire. La Mission de l'OSCE fait l'objet de menaces et de restrictions d'accès inacceptables. Elle doit recevoir des garanties de sécurité et avoir un libre accès à tout le territoire ukrainien situé à l'intérieur des frontières reconnues par la communauté internationale.

(en français)

Monsieur le Président,

Avancer l'égalité des genres, l'inclusion des femmes et des filles, la protection des droits de la personne en temps de paix, aux conflits et après les conflits sont grandes priorités pour l'OSCE. Nous savons que les conflits affectent de manière disproportionnée les femmes et les filles, incluant à travers la violence sexuelle. Et même si elles sont cruciales dans les efforts humanitaires et le maintien de la paix, les femmes demeurent souvent exclues de ces processus. Cela doit changer. Le deuxième Plan du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité a comme objectif d'inclure la considération des genres dans notre approche pour la sécurité. Nous applaudissons le travail de l'OSCE, en particulier de la conseillère

principale pour les genres et son équipe, en supportant les États qui développent leurs propres plans et en offrant de la formation spécialisée pour amener la question des genres dans tous les aspects de l'OSCE. Le Canada continuera de promouvoir ces efforts; le défi est grand mais le potentiel pour la sécurité est encore plus grand.

(en anglais)

Les tentatives, par certains pays de l'OSCE, de supprimer des principes démocratiques et la primauté du droit, notamment en limitant la liberté des médias et en faisant pression sur les organisations de la société civile, sapent la démocratie et nuisent à tous et plus particulièrement aux groupes vulnérables comme les migrants, les femmes et les filles, les membres de la communauté LGBTQ et les personnes de confessions différentes.

Tous les gouvernements – y compris le mien – sont confrontés à des difficultés lorsqu'ils s'adaptent au monde et aux menaces visant la sécurité. En remédiant à ces problèmes, nous ne devons pas perdre de vue que nos engagements à l'égard de l'OSCE, ainsi que nos obligations internationales, garantissent l'universalité des droits de la personne et des libertés fondamentales. Ces droits et ces libertés ne varient pas en fonction de la culture, du contexte social ou de l'époque. Ils s'appliquent de la même manière aux citoyens, aux résidents, et aux migrants, et nous, Canadiens, croyons que notre gouvernement doit rendre des comptes. C'est pour cela que le mois dernier mon premier ministre, Justin Trudeau, a présenté des excuses officielles aux membres de la communauté LGBTQ2 canadienne pour la discrimination que le gouvernement de notre pays leur a fait subir par le passé, tout simplement en raison de leur identité ou de leurs relations amoureuses.

(en italien)

Pour terminer, je souhaite dire à nos amis italiens et au ministre Alfano que nous avons hâte de travailler avec vous pendant la présidence de l'Italie l'an prochain. Merci beaucoup.